

à l'échelle mondiale, l'aggression politique et économique qui ne peuvent que trop facilement surgir d'une longue période d'incertitude et de crainte.

Toutefois, ne nous leurrions pas - la crédibilité et l'efficacité des institutions multilatérales sont tributaires de la volonté politique des nations et de leurs dirigeants, de la volonté de trouver une réponse collective à de graves problèmes nationaux et internationaux.

La plupart des pays, développés et en développement, sont aux prises avec de forts taux d'inflation. Le ralentissement de la croissance et la stagnation, combinés aux déséquilibres du système des paiements internationaux, aggravent des problèmes d'endettement déjà sérieux. Dans nombre de cas, les niveaux sans précédent du chômage menacent jusqu'à la trame sociale et politique de nos sociétés et nourrissent le sentiment protectionniste. Au plan international, la crise économique a un effet dévastateur sur les perspectives de croissance et sur l'aide au développement. Les problèmes de service de la dette ont atteint des proportions telles qu'ils grèvent considérablement le système financier international.

Il en est résulté une propension de plus en plus grande au chauvinisme économique. Les pressions en faveur de soulagements à court terme mettent en péril le système multilatéral, et rétrécissent nos perspectives pour le plus long terme. Une résistance doit leur être opposée.

La réaction collective que commande la conjoncture économique a fait l'objet de discussions approfondies lors de la réunion annuelle FMI/Banque mondiale qui s'est tenue à Toronto. J'ai été encouragé de constater que les participants à cette réunion étaient résolus à considérer les problèmes économiques comme des problèmes communs appelant une action commune.

J'aimerais souligner deux thèmes importants à cet égard. D'abord, étant donné l'ampleur des difficultés financières de nombre de nos pays, il est impératif que le FMI dispose de ressources adéquates s'il doit continuer à jouer son rôle vital de promotion de l'ajustement dans les pays membres. C'est pourquoi le Canada appuie un relèvement substantiel des quotes-parts à l'occasion de la Huitième révision générale.

Deuxièmement, la conjoncture économique est telle que l'aide au développement est devenue encore plus essentielle pour un certain nombre de pays du tiers monde; il est donc important que les apports bilatéraux et